

CAI
IA 520
- A56

**Canadian Polar Commission
Annual Report 2005–2006**

**Commission canadienne des affaires polaires
Rapport annuel 2005–2006**

3 1761 11765520 9





July 31, 2006

The Honourable Jim Prentice, P.C., M.P.
Minister of Indian Affairs
and Northern Development
Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street
North Tower, Room 2100
Hull, Quebec
K1A 0H4

Dear Minister:

On behalf of the members of the Canadian Polar Commission, I am pleased to submit to you the Commission's annual report, which covers the period from April 1, 2005 to March 31, 2006.

Sincerely,

T.C. Hutchinson

Tom Hutchinson

Chairperson

Le 31 juillet 2006

L'honorable Jim Prentice, C.P., député
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington
Tour Nord, pièce 2100
Hull (Québec)
K1A 0H4

Monsieur le ministre,

Au nom des membres de la Commission canadienne des affaires polaires, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel de la Commission pour la période allant du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

T.C. Hutchinson

Le président,

Tom Hutchinson



Table des matières

Table of Contents

Mandate	2
Chairperson's Message	3
Executive Director's Report	8
Activities	15
Management Report	23
Auditor's Report	24
Financial Statements	25
Notes to the Financial Statements	29

Mandat	2
Message du président	3
Rapport du directeur exécutif	8
Activités	15
Rapport de la direction	23
Rapport du vérificateur	24
États financiers	25
Notes afférentes aux états financiers	29

Mandate

Established in 1991 as the lead agency in the area of polar research, the Commission has responsibility for: monitoring, promoting, and disseminating knowledge of the polar regions; contributing to public awareness of the importance of polar science to Canada; enhancing Canada's international profile as a circumpolar nation; and recommending polar science policy direction to government.

In carrying out its mandate, the Commission hosts conferences and workshops, publishes information on subjects of relevance to polar research, and works closely with other governmental and non-governmental agencies to promote and support Canadian study of the polar regions.

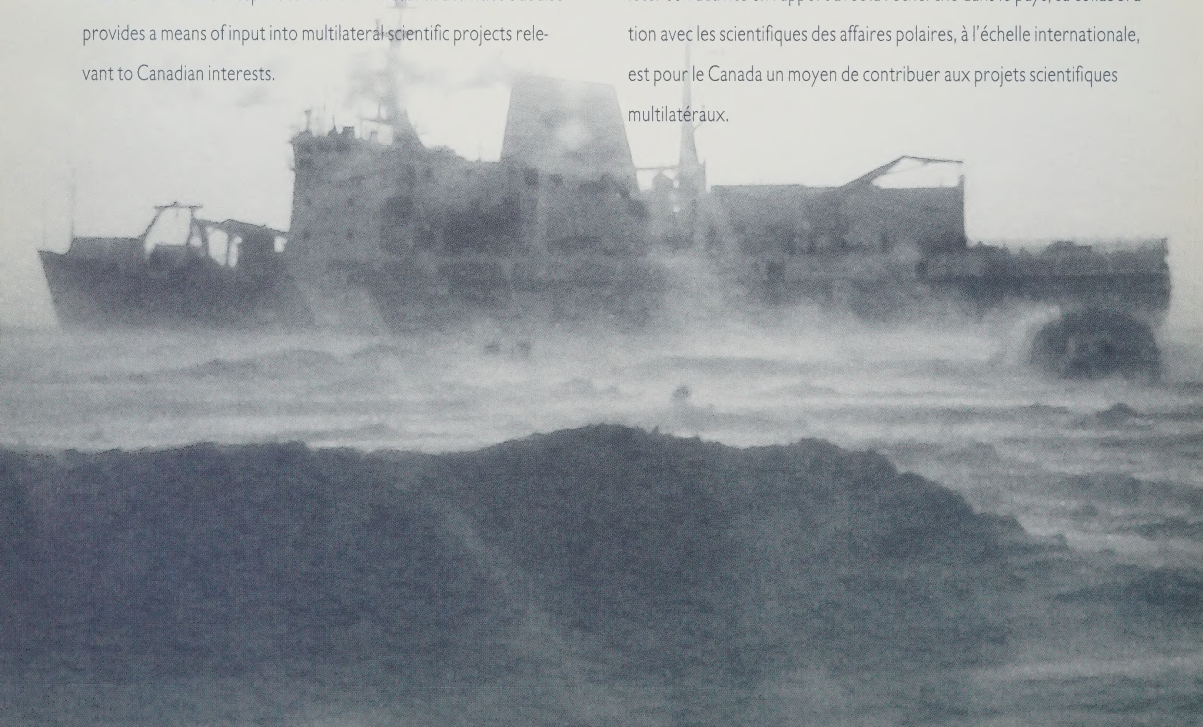
The Commission serves as Canada's primary point of contact with the circumpolar scientific community, and is Canada's adhering body to the International Arctic Science Committee (IASC) and the Scientific Committee for Antarctic Research (SCAR). In addition, the Commission maintains a liaison with research organizations and institutes throughout the circumpolar world. Work with the international polar science community not only complements the Commission's work with respect to domestic research activities but also provides a means of input into multilateral scientific projects relevant to Canadian interests.

Mandat

La Commission canadienne des affaires polaires créée en 1991 en tant que principal organisme chargé de la recherche polaire, a les responsabilités suivantes: promouvoir et diffuser les connaissances relatives aux régions polaires et suivre leur évolution; aider à sensibiliser le public à l'importance de la science polaire pour le Canada; intensifier le rôle du Canada sur la scène internationale à titre de nation circumpolaire; et recommander l'adoption d'une politique sur la science polaire par le gouvernement.

Conformément à son mandat, la Commission organise des conférences et colloques, publie de l'information sur des questions qui ont rapport à la recherche polaire et collabore étroitement avec les autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux pour encourager les études canadiennes sur les régions polaires.

La Commission est le principal point de contact du Canada avec les scientifiques qui s'intéressent aux questions circumpolaires. Elle représente le Canada au sein du Comité international pour les sciences arctiques (CISA) et du Comité scientifique pour les recherches antarctiques (CSRA). En outre, elle entretient des liens avec des organismes et instituts de recherche partout dans le monde circumpolaire. En plus de compléter son activité en rapport avec la recherche dans le pays, sa collaboration avec les scientifiques des affaires polaires, à l'échelle internationale, est pour le Canada un moyen de contribuer aux projets scientifiques multilatéraux.



Chairperson's Message

I am writing this in the 15th year since the Government established the Canadian Polar Commission. At the time of its establishment Canadians' awareness of the North and the Antarctic was at a low ebb. Natural science research funding was in the process of drying up, and social science support was even in worse shape. The days of the North as a beacon of Canadians' aspirations had largely gone, soured by underachievement and underfunding. In the North however, the aspirations generated by land claim settlements was growing amongst the aboriginal peoples and developed rapidly in the early years of the Commission's existence.

The northern land claims settlements, most recently in Labrador, and the acceptance by the federal government and indigenous peoples of new self governance structures for northerners have created a new dynamic. In 2005–2006 as I begin my term as Chair of the Canadian Polar Commission, its effects are obvious: northerners and southerners are engaged in partnerships and discussions, licensing protocols are being streamlined, communities are defining their research priorities. Northerners are taking charge of their destinies in ways that twenty years ago would have seemed most unlikely.

The talk on radio, TV and in the newspapers on an almost daily basis includes news and views from the North. Some are focused on climate change, often on some pretty scary scenarios. International Polar Year is about to begin in 2007–2008. Canadian researchers have become involved in a massive way in the development of the international research programs. The involvement of northern communities in these proposed projects is a marked transformation from the last International Polar Year fifty years ago. Large numbers of foreign scientists and social scientists will be in Canada to carry out the work. Many northern communities will be hosting visiting scientists and many more Canadians will be going to other countries to be part of the international effort.

The Canadian Polar Commission has a mandate to help

Message du président

Nous en sommes maintenant à la 15^e année après la création de la Commission canadienne des affaires polaires par le gouvernement. Lorsque celle-ci a été mise sur pied, les Canadiens n'avaient qu'une connaissance minime du Nord et de l'Antarctique. Les sources de financement à la recherche en sciences naturelles s'étaient presque taries, et la situation était pire pour ce qui est du soutien aux sciences sociales. L'époque où le Nord éveillait des aspirations chez les Canadiens semblait dans l'oubli, car les réalisations n'avaient pas répondu aux attentes et le financement était insuffisant. En revanche, les aspirations des Autochtones du Nord augmentaient grâce au règlement de leurs revendications territoriales. On a observé un essor rapide à cet égard durant les premières années d'existence de la Commission.

Le règlement des revendications territoriales, notamment celles du Labrador dernièrement, et l'acceptation par le gouvernement fédéral et les populations autochtones de nouvelles structures d'auto-administration pour les gens du Nord ont créé une nouvelle dynamique. En 2005–2006, au début de mon mandat comme président de Commission canadienne des affaires polaires, ses effets sont évidents. En effet, les gens du Nord et les populations du Sud forment des partenariats et engagent des débats, les protocoles d'octroi de permis sont simplifiés, les collectivités établissent leurs priorités en matière de recherche. Les gens du Nord se prennent en main par des moyens qui auraient semblé tout à fait irréalistes il y a vingt ans.

De nos jours, les discours entendus à la radio et à la télévision ainsi que l'information fournie dans les journaux incluent quasi-quotidiennement des actualités et reportages sur le Nord, qui concernent, entre autres, le changement de climat et qui souvent présentent des scénarios fort inquiétants. L'année polaire internationale 2007–2008 approche. Les chercheurs canadiens sont engagés dans une opération d'envergure, la préparation des programmes de recherche internationale. La participation des collectivités nordiques aux projets proposés contraste avec l'année polaire internationale d'il y a cinquante ans. En effet, de nombreux scientifiques et spécialistes des sciences sociales étrangers viendront travailler au Canada. Nombre de collectivités nordiques accueilleront des scientifiques en visite,

Canadians understand the Arctic and Antarctic, and to communicate to government, to researchers, to northern communities and to the media not only what is being discovered but also what needs to be done and what people's priorities are.

Over the next three years we will focus on two main themes. The first involves IPY, which will shine the spotlight of world attention on both polar regions starting in 2007. The Commission will push for proper support for Canada's IPY activities, and will foster a pan-Canadian approach to planning. We will also be very much involved in outreach, communication, and infrastructure develop-

et le nombre de Canadiens qui iront à l'étranger participer à l'effort international sera encore plus grand.

La Commission canadienne des affaires polaires a pour mandat d'aider les Canadiens à comprendre l'Arctique et l'Antarctique, et d'informer les gouvernements, les chercheurs, les collectivités nordiques et les médias non seulement sur les découvertes, mais aussi sur les priorités des populations et les mesures à prendre.

Au cours des trois prochaines années, nous nous pencherons sur deux principaux thèmes. Le premier est l'API, qui attirera l'attention du monde entier sur les deux régions polaires à compter de 2007. La Com-

Future researchers require depth and specialized research experiences, but they need to view the environment and natural resource management more holistically. – Terry Dick, Professor, NSERC Northern Research Chair, Department of Zoology, University of Manitoba



Les futurs chercheurs doivent pouvoir faire de la recherche spécialisée approfondie, mais ils doivent considérer la gestion de l'environnement et des ressources naturelles d'une manière plus holistique. – Terry Dick, professeur, chaire de recherche nordique du CRSNG, Département de zoologie, Université du Manitoba

ment, to ensure that the IPY legacy is a long-term, vital one for the polar regions.

The Board's second priority concerns the critical need for a polar science policy for Canada – a single coherent policy to provide for adequate funding and infrastructure for the next few decades. In Canada we consider ourselves a northern nation. This theme often works its way into the speeches of our political leaders. Many fine words have been spoken during election campaigns about the importance of the North and the need for action there of one kind or another – on transportation, sovereignty,

mission insistera pour que les activités du Canada dans le cadre de l'API reçoivent le soutien nécessaire, et elle encouragera une approche pan-canadienne pour la planification. En outre, nous comptons nous impliquer à fond dans la sensibilisation, la communication et la mise sur pied d'une infrastructure pour que l'API laisse un héritage durable et essentiel aux régions polaires.

La deuxième priorité du conseil d'administration concerne la nécessité cruciale d'adopter une politique canadienne sur la science polaire – une politique cohérente qui apportera une aide financière et une infrastructure convenables au cours des prochaines décennies. Les

resources development, pollution, and so on. But these words are rarely followed by action, and over time they tend to be forgotten.

Many Canadians have little knowledge of the North and take it for granted. But those who live and work there do not. They see every day that the North is changing rapidly – and they live with the consequences. Climate change has begun to affect northern environmental and social landscapes. International shipping companies are preparing plans for taking freighters through the North-west Passage once it becomes ice-free. The rapid societal change of the past few decades is not slowing. International science has

Canadiens se considèrent comme les membres d'une nation du Nord. Ce thème revient souvent dans les discours de nos chefs politiques. Les campagnes électorales ont été marquées par l'abondance de termes éloquents sur l'importance du Nord et la nécessité d'y engager une action – transport, souveraineté, exploitation des ressources, pollution, etc. Mais l'action suit rarement la parole, et à la longue on a tendance à oublier ce qui a été dit.

Nombreux sont les Canadiens qui ne connaissent guère le Nord et qui le tiennent pour acquis. Mais il n'en est pas de même pour ceux qui y vivent et y travaillent. Chaque jour ils constatent que le Nord change rapi-

I think the more that we as researchers can communicate the purpose of our studies, report back on our results, and involve community members in any feasible manner, we can improve mutual understanding and increase the benefits of research in the Canadian Arctic. – Gita Laidler, PhD student, geography, University of Toronto



Je pense que si nous, les chercheurs, pouvons expliquer le but de nos études, en indiquer les résultats et faire participer la collectivité par quelque moyen que ce soit, nous pourrions améliorer la compréhension mutuelle et augmenter les avantages de la recherche dans l'Arctique canadien – Gita Laidler, étudiante au doctorat, Géographie, Université de Toronto

seized on the role of the polar regions as bellwethers for global change, and the foreign scientists that the International Polar Year brings to northern Canada will be well funded.

It has been said that there is no more expensive place to make mistakes than in the Arctic. Ignorance brings on the mistakes that knowledge can avoid. We need to support polar research now so that we can avoid costly errors as we adapt to the effects of change in the Arctic. We need a national polar science policy that charts the course of polar science over the next few decades and enables our researchers to operate efficiently and effectively.

dement – et ils en subissent les conséquences. Le changement de climat a commencé à affecter l'environnement et la société du Nord. Des entreprises de transport maritime se préparent à acheminer leurs navires par le passage du Nord-Ouest lorsqu'il ne sera plus obstrué par les glaces. Le changement rapide qui a marqué la société au cours des dernières décennies ne ralentit pas. La science internationale a misé sur le rôle des régions polaires comme précurseurs du changement planétaire. Une aide financière convenable sera donc fournie aux scientifiques étrangers qui viendront dans le Nord canadien à l'occasion de l'année polaire internationale.

Il a été dit qu'il n'y a pas d'endroit où les erreurs coûteront plus cher

When the Government requested the new members to join the Board of Directors of the Canadian Polar Commission – to devote our time and energy to strengthening Canadian polar science through the Commission's mandate – we all gladly agreed. At our first meeting we discovered that our new task carried an extra dimension of challenge. We learned to our astonishment that despite steadily rising costs the Commission has not had an increase in its annual budget in eight years. The operating budget is in fact less than at the Commission's establishment in 1991, and falls short of what the Commission requires to fulfil its mandate

que dans l'Arctique. L'ignorance cause les erreurs que la connaissance permet d'éviter. C'est maintenant que nous devons appuyer la recherche polaire, si nous voulons éviter les erreurs qui coûtent cher, au fur et à mesure de l'adaptation aux effets du changement dans l'Arctique. Nous devons avoir une politique nationale sur la science polaire qui orientera l'action au cours des prochaines décennies et permettra à nos chercheurs de travailler d'une manière efficace et efficiente.

Quand le gouvernement a pressenti les nouveaux membres du conseil d'administration de la Commission canadienne des affaires polaires – en nous demandant de consacrer du temps et de l'énergie au renforce-

A strong argument for repatriation [of cultural artefacts to communities from museums] comes from the understanding that aboriginal peoples have a different basis for establishing legitimate sources of knowledge, for integrating knowledge in their social systems, and for connecting knowledge to wider systems of belief and oral traditions. – Kate Hennessy, PhD student, Anthropology, University of British Columbia



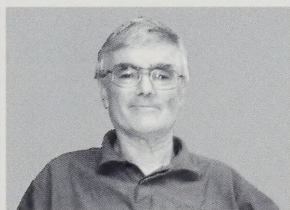
Le solide argument en faveur du rapatriement [d'artefacts culturels exposés dans les musées, à retourner aux collectivités] tient au fait que les Autochtones utilisent une base différente pour établir des sources de connaissances légitimes, intégrer la connaissance à leur système social et rattacher le savoir à un plus grand système de croyances et de traditions orales. – Kate Hennessy, étudiante au doctorat, Anthropologie, Université de la Colombie-Britannique

properly. We realized that regardless of how much time and energy we devote to establishing priorities and making action plans the Commission does not have enough resources to carry them out. And so, appointed by the Government to a distinguished national body, one of our first tasks, on which all others depend, is to persuade the Government to increase that body's funding enough to allow it to carry out its mandate.

Over the last few years boards and staff have done a commendable job of cutting costs; but while budget sheets balance, the Commission is restricted to providing a bare-bones service at a

ment de la science polaire canadienne dans le cadre du mandat de la Commission – nous avons tous accepté l'offre avec joie. À notre première réunion, nous avons constaté que notre nouvelle tâche comportait un défi supplémentaire. À notre grande surprise, nous avons appris que malgré la hausse continue des coûts le budget annuel de la Commission n'avait pas augmenté depuis huit ans. En réalité, son budget de fonctionnement est inférieur à celui de 1991, l'année de sa création; il ne couvre pas les éléments dont la Commission a besoin pour bien remplir son mandat. Nous nous sommes rendu compte que malgré le temps et l'énergie consacrés à l'établissement des priorités et

bargain-basement price. I am confident the Government will see, as I do, that this is a false economy, and that it will also recognize the wisdom – especially in these times of many and varied changes in the polar regions – of once again providing the Commission with the resources to perform the duties its legislative mandate requires.



Tom Hutchinson
Chairperson

des plans d'action, la Commission ne pourra pas mettre les idées à exécution, faute de ressources suffisantes. Donc, nous les membres d'un éminent organisme national, désignés par le gouvernement, avons pour une de nos premières tâches (dont dépendront toutes les autres) de convaincre les autorités d'accroître suffisamment le financement consenti à cet organisme pour qu'il puisse exécuter son mandat.

Ces dernières années, les membres du conseil d'administration et les employés ont fait un travail louable de réduction des coûts. Mais si la Commission a maintenant un budget équilibré, elle en est rendue à fournir un service réduit au strict minimum, à un prix de magasin de rabais. Je suis persuadé que, comme moi, le gouvernement constatera que ce système représente une fausse économie et qu'il reconnaîtra la sagesse – surtout en ces temps où les régions polaires connaissent des changements à la fois nombreux et variés – c'est-à-dire la nécessité d'attribuer à la Commission les ressources nécessaires pour remplir les fonctions inhérentes au mandat que lui confère la loi.

Tom Hutchinson
Président

Executive Director's Report

Rapport du directeur exécutif

The year 2005–2006 was successful one for the Canadian Polar Commission, full of promise and high expectations, but also tempered with significant challenges. This year the Commission accomplished a great deal in terms of advancing polar knowledge and increasing Canadians' awareness of national and international polar research initiatives.

To ensure that Canadians have a greater understanding of polar issues that will affect them directly (i.e., climate change) and

L'année 2005–2006 a été fructueuse pour la Commission canadienne des affaires polaires. Les nombreuses promesses et les attentes élevées ont été compensées par d'énormes défis. Cette année, la Commission a beaucoup accompli pour faire avancer la connaissance polaire et accroître la connaissance des Canadiens à propos des initiatives de recherche polaire nationales et internationales.

[I've] begun to understand more of how scientists work in trying to gather information. And the reason why [I'm] accepting it now is that [I'm] thinking of the future of our children and our grandchildren, so they will have something on paper to help them understand how the changes have evolved over time, and especially for the rest of the world so they can understand the environment that we live in.

– Mosesee Nuvaqiaq, Inuk elder, Pangnirtung



[j'ai] commencé à en savoir davantage sur la façon dont les scientifiques essaient de recueillir des renseignements. Et maintenant j'accepte ce qu'ils font parce que je pense à l'avenir de nos enfants et de nos petits enfants. Ainsi ils auront de l'information consignée sur papier qui les aidera à comprendre les changements qui se sont produits à la longue. Et je pense en particulier aux gens dans le reste du monde, j'aimerais qu'ils puissent comprendre le milieu dans lequel nous vivons.

– Mosesee Nuvaqiaq, ancien inuk, Pangnirtung

that the critical research needs of northern communities are considered, the Board of Directors and staff continue to identify emerging concerns and to become increasingly involved in areas such as education, climate impact assessment, research coordination, governance and sovereignty.

This was a transition year for the Board. In March some of our long serving members reached the end of two three-year consecutive terms, the maximum allowed under the CPC legislation. I would therefore like to thank outgoing members Dr. Peter Johnson (Vice-Chair 1999–2001, Chair 2002–2005), Mr. Michael Robinson

Pour mieux faire comprendre aux Canadiens les enjeux polaires qui les toucheront directement (c.-à-d. le changement de climat) et pour que les autorités considèrent les besoins cruciaux des collectivités nordiques en matière de recherche, les membres du conseil d'administration et les employés continuent de cerner les nouvelles préoccupations et d'accroître leurs interventions dans des domaines comme l'éducation, l'évaluation des répercussions du climat, la coordination de la recherche, la gouvernance et la souveraineté.

L'année écoulée a marqué une transition pour le conseil. En mars, des personnes qui étaient depuis longtemps membres du conseil sont

(Chair 1999–2001) and Mr. Richard Binder (Vice-Chair 2002–2005) for their contributions, their unwavering support of the Commission, and their commitment to advancing polar knowledge in Canada.

The appointment of new Board members was an unusually lengthy process: not until October 2005 did the Polar Commission have a Chairperson and a full Board. It is a pleasure to welcome four new Board members, Dr. Tom Hutchinson, Chairman, Trent University, Dr. François Trudel, Vice-Chair, Université Laval, Dr. Susan Rowley, University of British Columbia and Mr. Ron Macnab,

arrivés à la fin de leurs deux mandats consécutifs de trois ans, soit le maximum permis par la loi sur la CCAP. J'aimerais donc remercier les membres sortants, MM. Peter Johnson (vice-président 1999–2001, président 2002–2005), Michael Robinson (président 1999–2001) et Richard Binder (vice-président 2002–2005) pour leur contribution, leur soutien indéfectible à la Commission et leur détermination à faire avancer la connaissance polaire au Canada.

La nomination de nouveaux membres a été un processus particulièrement long: ce n'est qu'en octobre 2005 que la Commission des affaires polaires s'est dotée d'un président et d'un conseil d'administration com-

[the most important Inuit youth issue today is] education, there should be a real focus on education. Kindergarten to Grade 12 should be the highest priority, and we need to make sure that students have enough options. Helping students go to college or university should be top priority. – Thomas Hadlari (PhD, 2005) Inuk geologist



[le point le plus important auquel s'intéressent les Inuit de nos jours est] l'éducation. Il faudrait réellement insister sur l'éducation, donner la priorité à la scolarité, de la maternelle à la 12^e année. Et nous devons faire en sorte que les étudiants aient un nombre suffisant d'options. La priorité devrait être l'aide à fournir pour les études collégiales ou universitaires. – Thomas Hadlari (titulaire d'un doctorat, 2005) géologue inuk

Geological Survey of Canada (retired). I would also like to thank and welcome back Ms. Jocelyn Barrett and Mr. Gordon Miles who have agreed to return for another term.

The first Board of Directors meeting was held in September via conference call and dealt mainly with internal issues that had arisen over the summer months and that could not be dealt with until a quorum was achievable.

The second meeting, in Ottawa in November, marked the start of the priority and direction setting exercise for the next three-year term. At this meeting the Board of Directors also

plet. Je suis heureux d'accueillir quatre nouveaux membres: M. Tom Hutchinson, président, Université Trent, M. François Trudel, vice-président, Université Laval, M^{me} Susan Rowley, Université de la Colombie-Britannique, et M. Ron Macnab, Commission géologique du Canada (retraité). J'aimerais aussi remercier M^{me} Jocelyn Barrett et M. Gordon Miles qui ont accepté un autre mandat, et je leur souhaite encore une fois la bienvenue.

La première réunion du conseil d'administration a eu lieu en septembre. Il s'agissait d'une téléconférence où l'on a surtout traité les questions

reviewed an impressive list of candidates for the position of Canadian International Arctic Science Committee (IASC) Council member, a position vacated by Dr. Peter Johnson after having served eight years as the Canadian IASC Council member, and vice-president from 2000–2004. The new Canadian IASC Council member for the next four years is Dr. Grant Ingram, Professor of Physical Oceanography at the University of British Columbia.

A third meeting was held in Kuujuaq, Québec. Here the work began in earnest on implementing the vision and prioritizing the tasks for the next three years. The Board of Directors reviewed and assessed the Indicators Project, which has been ongoing since 1998. They decided that much more detailed information and analysis was needed to ensure that the project would achieve its primary objective of tracking the state of Canadian polar knowledge, and that this could not be accomplished without significant additional funding. Given the Commission's limited annual budget, which has not increased in eight years, the Board of Directors agreed that it was time to conclude the Indicators Project.

The CPC Board of Directors and staff also took this opportunity to meet with residents from Kuujuaq and attended a session with a research team from the Renewable Resources Department, Kativik Regional Government. They took the opportunity to highlight some of the research activities, and gave a brief presentation on "Climate Change in Northern Québec and Nunavik: Access to Territory and Resources" project.

The fourth meeting of the Board of Directors took place in March via conference call. After extensive deliberation Board members agreed that the Canadian Polar Commission would focus on two main objectives: it will continue to support, promote and advise on International Polar Year (IPY) activities and objectives; and it will study, coordinate and advocate for a polar science policy for Canada. Such a policy would account for current and probable future information needs, and identify priorities for Canadian polar research.

As Canada's adhering body to the Scientific Committee on

internes qui avaient surgi au cours de l'été et qui ne pouvaient être réglées avant que le quorum soit atteint.

La deuxième réunion, tenue à Ottawa en novembre, a marqué le début de l'exercice d'établissement des priorités et de l'orientation pour les trois prochaines années. À cette occasion, le conseil a examiné une liste impressionnante de candidats pour le poste de membre canadien du conseil du Comité international pour les sciences arctiques (CISA) occupé pendant huit ans par M. Peter Johnson qui a aussi été vice-président du CISA de 2000 à 2004. Le nouveau membre canadien du conseil du CISA pour les quatre prochaines années est M. Grant Ingram, professeur d'océanographie physique à l'Université de la Colombie-Britannique.

La troisième réunion a eu lieu en février, à Kuujuaq, au Québec, où les membres se sont sérieusement attelés à la mise en œuvre de la vision et à l'établissement de l'ordre de priorité pour les tâches des trois prochaines années. Le conseil d'administration a examiné et évalué le projet des indicateurs qui se poursuit depuis 1998. Les membres ont indiqué qu'il faudrait avoir beaucoup plus de renseignements et mener des analyses bien plus détaillées pour que le projet atteigne son objectif primordial, soit assurer le suivi de la connaissance polaire au Canada, et que cela ne pourrait être accompli si la Commission canadienne des affaires polaires ne recevait pas de crédits supplémentaires substantiels. Compte tenu de son budget annuel limité, qui n'a pas été augmenté depuis huit ans, les membres du conseil d'administration ont convenu qu'il fallait mettre fin au projet des indicateurs.

Les membres du conseil et les employés de la CCAP ont profité de l'occasion pour rencontrer des habitants de Kuujuaq, et ils ont tenu une réunion avec une équipe de chercheurs du ministère des Ressources renouvelables de l'administration régionale Kativik. Ils ont aussi profité de l'occasion pour souligner certaines activités de recherche et ont fait une courte présentation sur un projet consacré au changement de climat dans le Nord du Québec et au Nunavik, ainsi qu'à l'accès au territoire et aux ressources.

La quatrième réunion du conseil d'administration était une téléconférence tenue en mars. Après de longues délibérations, les membres du

Antarctic Research (SCAR) and the International Arctic Science Committee (IASC) the Polar Commission is fully committed to ensuring that Canadians are aware of and participate in international research initiatives and projects. In 2005–2006 there were two major international arctic research planning initiatives underway, the Second International Conference on Arctic Research Planning (ICARP II) and the International Polar Year 2007–2008 (IPY 2007–2008).

IASC organized the Second International Conference on Arctic Research Planning, which was held in November 2005 and brought together over 450 scientists, policy makers, research managers, indigenous people and others interested in the future of Arctic research. Some 70 Canadians participated in ICARP II, and many Canadian scientists and managers played a pivotal role in its success. The ultimate objective of ICARP II is to initiate and foster the implementation of forward-looking national and international research projects over the next five, ten, and twenty years. At the Arctic Science Summit Week, held in March 2006 in Potsdam, Germany, the Commission represented Canada at the IASC Regional Board Meeting.

In less than a year the world will mark the beginning of International Polar Year 2007–2008 (IPY). This year the Commission continued in its role as IPY facilitator and communicator for all Canadians. Over the last 12 months the CPC has made presentations at over 20 conferences, workshops and meetings, has held on-line discussions on the concept of an IPY and the role that Canada could play, and has had meetings with representatives from government departments and agencies, national organizations, universities and research institutions.

To facilitate greater cooperation between Canadian researchers and the international research community the Commission has been very active in a variety of venues. In particular I would like to highlight the Commission's ongoing collaborative endeavour with the Northern Research Forum (NRF). Another

conseil ont convenu que la Commission canadienne des affaires polaires se concentrerait sur ses deux principaux objectifs : continuer d'offrir un soutien et de fournir des conseils en ce qui a trait aux activités et aux objectifs de l'année polaire internationale (API); et mener des études, assurer la coordination et défendre la mise en oeuvre d'une politique sur la science polaire pour le Canada. Cette politique devra tenir compte des besoins actuels et futurs en information, et établir les priorités de la recherche polaire pour le Canada.

La Commission, qui représente le Canada au sein du Comité scientifique pour les recherches antarctiques (CSRA) et du Comité international pour les sciences arctiques (CISA), tient à ce que les Canadiens soient au courant des initiatives et projets de recherche internationaux et y participent. En 2005–2006, deux grandes initiatives internationales de planification de la recherche arctique ont occupé la Commission : la deuxième conférence internationale sur la planification de la recherche arctique (ICARP II) et l'année polaire internationale 2007–2008 (API 2007–2008).

La deuxième conférence internationale sur la planification de la recherche arctique organisée par le CISA a eu lieu en novembre 2005. Elle a réuni plus de 450 scientifiques, responsables des politiques, gestionnaires de la recherche, Autochtones et autres personnes qui s'intéressent à l'avenir de la recherche arctique. Environ 70 Canadiens ont participé à l'ICARP II. De nombreux scientifiques et gestionnaires canadiens ont joué un rôle crucial pour assurer son succès. L'objectif ultime de l'ICARP II : encourager et mettre en branle des projets de recherche nationaux et internationaux tournés vers l'avenir, au cours des cinq, dix et vingt prochaines années. Durant la Semaine du Sommet de la science arctique, à Potsdam, Allemagne, en mars 2006, la Commission a représenté le Canada à la réunion du conseil régional du CISA.

Dans moins d'un an débutera l'année polaire internationale 2007–2008 (API) qui marquera le monde entier. Cette année, la Commission a maintenu son rôle d'animateur et de communicateur pour tous les Canadiens. Au cours des douze derniers mois, la CCAP a fait des présentations à plus de 20 conférences, ateliers et réunions, tenu des débats en ligne sur le

example was the Canada/US bilateral meeting on the International Polar Year held in Ottawa in March 2006. The meeting facilitated a face-to-face exchange between key organizations involved in IPY from the U.S. and Canada. The purpose was to discuss existing and future IPY planning in both countries and the means by which both sides can access logistics and infrastructure needed for future research projects, and for the upcoming IPY. The Commission is committed to working with the Federal IPY Program Office to ensure that all Canadians benefit from this innovative and interdisciplinary federal program for IPY.

I think there are two very important lessons that anthropologists – and others – should learn, which are very hard to learn because of the nature of our school system: Mistakes are a good thing, and not knowing is not scary, it's productive, because then you begin to ask yourself "how can I find out?" ... I think it would be good for students to see that their teachers don't know things, because then they wouldn't be so afraid of not knowing. They would know that we are all in this situation together and can look for answers together. – Jean Briggs, Professor Emeritus, Anthropology, Memorial University



Je pense que les anthropologues – et d'autres – devraient retenir deux leçons très importantes, ce qui est très difficile à cause de la nature de notre système scolaire. Les erreurs sont utiles, et le fait de ne pas savoir ne devrait pas effrayer. Vous pouvez en tirer parti, car vous commencez à vous demander comment vous pourriez savoir... À mon avis, il serait utile que les étudiants constatent que leurs professeurs ignorent certaines choses, parce que le fait de ne pas savoir ne les effrayerait plus. Ils sauraient que nous vivons tous une telle situation, et ils pourraient chercher ensemble les réponses. – Jean Briggs, professeur émérite, Anthropologie, Université Memorial

Nationally the Commission continues to work with politicians, federal departments and agencies, universities, indigenous organizations, and research institutes to develop a much needed national polar research policy for Canada that will help direct and coordinate Canada's scattered and haphazard approach to science in the north, as well as prepare for the International Polar Year 2007–2008 and the implementation of long term international research initiatives such as ICARP II.

This year the Commission has continued to engage northern residents and scholars in helping define Canadian IPY activities by

concept d'une API et le rôle que peut jouer le Canada. Ses membres ont rencontré des représentants des ministères et organismes gouvernementaux, et de certains organismes nationaux, universités et instituts de recherche.

Pour accroître la collaboration entre les chercheurs canadiens et ceux des autres pays, la Commission multiplie les interventions. J'aimerais signaler en particulier sa collaboration continue avec le Forum de la recherche nordique (FRN). Un autre exemple est la réunion bilatérale Canada/É.-U. sur l'année polaire internationale (API) qui a eu lieu à Ottawa en mars 2006. Cette réunion a facilité les échanges entre les prin-

cipaux organismes concernés par l'API au Canada et aux États-Unis. Le but était d'engager un débat sur la planification actuelle et future de l'API dans les deux pays et les moyens par lesquels les deux parties pourront disposer du soutien logistique et de l'infrastructure nécessaires aux futurs projets de recherche et pour l'API. La Commission se fait un devoir de travailler avec le bureau du programme de l'API du gouvernement fédéral pour que tous les Canadiens profitent de ce programme fédéral interdisciplinaire novateur pour l'API.

À l'échelle nationale, la Commission continue à travailler avec les politiciens, les ministères et organismes du gouvernement fédéral, les

soliciting their input in IPY planning, and to promote ideas for pan-Canadian and pan-Northern projects. With support from the Department of Foreign Affairs and International Trade the Polar Commission continued its series of public consultation sessions, holding one in Inuvik and another in Churchill. The Commission also held a Communications and Outreach workshop in Ottawa that was attended by over 50 representatives from government departments and agencies, indigenous organizations, northern communities, universities, and research institutions.

Despite its successes the Commission continues to struggle to

groupes autochtones et les instituts de recherche pour élaborer une politique nationale de recherche polaire fort nécessaire. Elle a pour but d'aider à diriger et à coordonner l'approche actuellement dispersée et désordonnée du Canada en ce qui concerne la science dans le Nord. En outre, elle se prépare pour l'année polaire internationale 2007-2008 et la mise en branle d'initiatives de recherche internationales à long terme comme l'ICARP II.

Cette année, la Commission a continué à inviter les habitants et les chercheurs du Nord à proposer des activités canadiennes pour l'API, en leur demandant de faire des suggestions sur sa planification, et à encourager



meet its national and international obligations. As has been the case over the last few years the demand for the Commission's services continues to rise and the need for focused polar research is critical. Canada has responsibility for safeguarding the North, for providing opportunities for sustainable development there, and also for representing the interests of the North within the international community. The constantly changing information needs of these activities can only be met through strong support for research and for monitoring programs.

Given its mandate and impartiality the Commission is being

rager la présentation d'idées de projets pancanadiens et pannordiques. Avec l'aide du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, elle a encore tenu des séances de consultation publiques, soit une à Inuvik et une autre à Churchill. Elle a aussi tenu un atelier de communication et de sensibilisation, à Ottawa, auquel ont assisté 50 représentants de ministères et organismes gouvernementaux, de groupes d'Autochtones, de collectivités, d'universités et d'instituts de recherche du Nord.

Malgré son succès, la Commission a encore de la difficulté à respecter ses obligations sur le plan national et international. Comme dans les dernières années, la demande à l'égard de ses services continue d'augmenter,

asked by polar research stakeholders to take a leadership role in developing a polar research policy for Canada, assessing and reporting on infrastructure and logistical capabilities in the Arctic, holding workshops, following up on recommendations outlined in ICARP II, the Arctic Climate Impact Assessment Report and the Arctic Human Development Report, continuing to ensure Canadians benefit and participate in international polar research initiatives such as the International Polar Year, and the list goes on. The need to understand what is happening in polar regions has never been more vital. We need to know how these changes will affect the lifestyle and economic outlook for present and future generations of Canadians. This understanding can only be achieved by supporting world-class polar research at a national and international level.

The Polar Commission is willing to play the role of adviser, facilitator and communicator on polar research issues for Canadians in general and for the Canadian polar research community in particular. However, after eight years with no increase in its annual budget, the Polar Commission finds itself in a position where it cannot undertake new initiatives unless it cuts back or cancels existing long-term projects. Moreover, the chronic under-funding of the Polar Commission does not allow it to deliver on the overwhelming demands and expectations that are being placed on it at home and abroad.



Steven C. Bigras
Executive Director

et la nécessité d'effectuer des recherches polaires ciblées est cruciale. Le Canada a la responsabilité de protéger le Nord, d'y offrir des possibilités de développement durable et de défendre les intérêts du Nord auprès de la communauté internationale. Seul un solide soutien à la recherche et aux programmes de surveillance permettra de répondre aux besoins changeants en information en rapport avec ces activités.

Compte tenu de son mandat et de son impartialité, la Commission est priée par les intervenants de la recherche polaire d'assurer le leadership dans l'élaboration d'une politique canadienne dans ce domaine. C'est pourquoi elle doit évaluer et faire rapport sur l'infrastructure et les moyens logistiques dans l'Arctique, tenir des ateliers, faire appliquer les recommandations présentées à l'ICARP II, dans le rapport sur l'évaluation de l'impact du changement climatique dans l'Arctique et dans le Rapport sur le développement humain dans l'Arctique, veiller à ce que les Canadiens participent aux initiatives internationales de recherche polaire comme l'année polaire internationale et en tirent des avantages. La nécessité de comprendre ce qui se passe dans les régions polaires n'a jamais été aussi cruciale pour les Canadiens. Nous devons savoir comment les changements qui se produisent dans ces régions influenceront sur la vie des générations actuelles et futures de Canadiens. Cela sera possible seulement si l'on appuie la recherche polaire de calibre mondial, aux niveaux national et international.

La Commission des affaires polaires consent à jouer le rôle de conseiller, d'animateur et de communicateur sur les enjeux de la recherche polaire pour les Canadiens en général et les chercheurs canadiens qui s'intéressent aux dossiers polaires en particulier. Toutefois, comme son budget annuel n'a pas été augmenté depuis huit ans, elle estime ne pas pouvoir prendre de nouvelles initiatives, sauf si elle réduit ou annule des projets à long terme. Qui plus est, le sous-financement chronique de la Commission ne lui permet pas de répondre aux énormes exigences et attentes au pays et à l'étranger.

Steven C. Bigras
Directeur exécutif

Activités National

Vision Statement

The Board produced the following new vision statement that will guide the Commission's activities for the next three years:

CPC will advocate and develop polar knowledge to benefit Canadians and sustain polar regions. Polar knowledge includes social sciences, traditional knowledge, natural sciences and the humanities.

- 1 The Canadian Polar Commission will continue to support, promote and advise on International Polar Year (IPY) activities and objectives.

The Canadian Polar Commission will strive to secure funding for IPY, and will foster a pan-Canadian approach to IPY planning and activities for the Arctic and Antarctic. The Canadian Polar Commission will provide commentary on the progress and usefulness of the overall IPY programme. The Canadian Polar Commission will take a leadership role in outreach, communication and infrastructure associated with IPY and its follow-up.

- 2 The Canadian Polar Commission will study, coordinate and advocate for a polar science policy for Canada. Such a policy would account for current and probable future information needs, and identify priorities for Canadian polar research.

Canada currently needs more information in diverse areas of polar research, including climate change impacts and adaptation, sovereignty, transportation, societal change and non-renewable resource development impacts. Canada currently has disparate fragments of polar science policy; a single coherent policy is required, one that would provide for adequate funding and

Activités Au Canada

Énoncé de vision

Voici le nouvel énoncé de vision de la Commission qui guidera ses activités au cours des trois prochaines années:

La CCAP favorisera le développement de la connaissance polaire pour qu'elle profite aux Canadiens et apporte un soutien aux régions polaires. La connaissance polaire porte sur les sciences sociales, le savoir traditionnel, les sciences naturelles et les humanités.

- 1 La Commission canadienne des affaires polaires continuera d'offrir un soutien et de fournir des conseils en ce qui a trait aux activités et aux objectifs de l'année polaire internationale (API).

La Commission canadienne des affaires polaires s'efforcera d'obtenir des crédits pour l'API et encouragera une approche pancanadienne pour la planification et les activités de l'API qui viseront l'Arctique et l'Antarctique. Elle commentera les progrès accomplis et fera des observations sur l'utilité de l'ensemble du programme de l'API. Elle assurera le leadership en rapport avec la sensibilisation, la communication et la mise sur pied de l'infrastructure associée à l'API, et se chargera du suivi.

- 2 La Commission canadienne des affaires polaires mènera des études, assurera la coordination et défendra la mise en oeuvre d'une politique sur la science polaire pour le Canada. Cette politique tiendra compte des besoins actuels et futurs en information, et elle établira les priorités de la recherche polaire pour le Canada.

Actuellement, le Canada a besoin de plus d'informations dans divers domaines qui se prêtent à la recherche polaire, notamment les répercussions du changement de climat et l'adaptation, la souveraineté, le transport, les changements de société et les effets de l'exploitation des ressources non renouvelables. Il possède des fragments d'information disparates en rapport avec la politique sur la science polaire. Une politique cohérente prévoyant un financement et une infrastructure convenables s'impose. Il faudra dresser l'inventaire de l'infrastructure nécessaire et faire une analyse aux fins de planification, pour répondre aux futurs besoins en recherche.

infrastructure. An infrastructure inventory and analysis will be essential to planning for future research needs.

Canadian Polar Information Network

The Researcher's Directory, the online database of Canadian polar specialists, continued to grow as more researchers added their names to the list. The Directory is an established and reliable who's who of over 2,000 Canadian Arctic and Antarctic experts. Each listing contains current contact information, specialty by precise keyword, and an updated list of recent publications.

The Polar Science Forum, which offers researchers a way to stay abreast of new developments, exchange ideas, and engage in online discussions and collaborations, has also expanded steadily over the past year. The number of subscribers has grown and now exceeds 1,300. Researchers and other polar specialists use the Forum to create their own limited-access interactive discussion groups and work together online. Groups using the Forum include the Canadian Climate Impacts and Adaptation Research Network - North (C-CIARN North); the Discussion Group for the Circum-Arctic Rangifer Monitoring and Assessment Network; the National International Polar Year Committee; the Coastal Zone Canada Association (CZCA); International Arctic Science Committee Canada (IASC Canada); the Northern Science and Technology Working Group; the Canadian Committee for Antarctic Research; and the Arctic Circle. Use of the Bulletin Board, where subscribers post items of interest to the polar research community – including job opportunities, requests for proposals, new publications, conferences and workshops, field courses, scholarships etc. – is growing steadily.

Publishing

Meridian, the Polar Commission's arctic science newsletter, and the *Newsletter of the Canadian Antarctic Research Network* circulate current information on polar research to readers in Canada and

Réseau canadien d'information polaire

Le répertoire des chercheurs, la base de données en ligne sur les spécialistes canadiens des questions polaires, a continué à grossir car un plus grand nombre de chercheurs ont ajouté leur nom à la liste. Le répertoire, qui compte plus de 2 000 inscriptions, est un inventaire connu et fiable des experts canadiens des dossiers arctiques et antarctiques. Chaque inscription présente des renseignements à jour sur les personnes, la spécialité par mots-clés et une liste actualisée des publications récentes.

Le Forum pour les sciences polaires, qui permet aux chercheurs de se tenir au courant des faits nouveaux, d'échanger des idées, de participer aux débats en ligne et de collaborer, a été étendu au cours de l'année écoulée. Le nombre d'abonnés dépasse maintenant 1 300. Les chercheurs et autres spécialistes des questions polaires utilisent le Forum pour créer leur propre groupe de discussion interactif à accès limité et pour travailler ensemble. Les groupes qui l'utilisent incluent: le Réseau canadien de recherche sur les impacts et l'adaptation (C-CIARN Nord); le groupe de discussion du CircumArctic Rangifer Monitoring; le Comité national canadien pour l'année polaire internationale; l'Association Zone côtière Canada (AZCC); le Comité international pour les sciences arctiques du Canada (CISA Canada); le groupe de travail sur la science et la technologie nordiques; le Comité canadien de la recherche antarctique; et Arctic Circle. L'utilisation du babillard, où les abonnés affichent l'information susceptible d'intéresser les chercheurs – offres d'emploi, demandes de propositions, nouvelles publications, conférences et ateliers, cours donnés sur le terrain, bourses d'études, etc. – augmente régulièrement.

Édition

Méridien, le bulletin de nouvelles de la Commission canadienne des affaires polaires sur la science arctique, et le *Bulletin du Réseau canadien de recherches antarctiques* fournissent de l'information à jour sur la recherche polaire aux lecteurs du Canada et de l'étranger. Les deux bulletins sont imprimés et diffusés sur le site Web de la Commission.

Le projet des indicateurs

Il y a six ans, après avoir consulté des intervenants qui s'intéressent à

abroad. Both newsletters appear in print and on the Commission's Web site.

The Indicators Project

Six years ago, after consulting with arctic stakeholders the Commission developed a series of indicators to identify emerging trends and demonstrate how existing policies affect science. An annual Indicators Report was produced for each of the project's first five years. This year the Board of Directors reviewed the feasibility, pertinence and effectiveness of the project. As a result they decided that much more detailed information would be required in order for the project to achieve its primary objective of tracking the state of Canadian polar knowledge. They also noted that this could not be accomplished without additional funding for the increased data collection and in-depth analysis necessary to explain variations and trends in the data. The project would need several thousand dollars more each year, an expense the Commission cannot afford, as its annual budget has been static for eight years now. The Board therefore decided to bring the Indicators Project to a close.

Public Outreach

Over the past year board members and staff have met and talked with many organizations, scientists, and northern residents, learning of the latest issues and concerns affecting the research community and communicating their views to policy makers. The Commission has also discussed polar science issues with politicians, government representatives, ambassadors, and national and international science advisers to ensure that Canadian scientists are part of the international research effort and that Canadians are aware of international polar issues.

International Polar Year

This year the Commission continued promoting and communicating information on the International Polar Year (IPY) to Canadians. Building on its IPY work over the past two years, the Commission

l'Arctique, la Commission a préparé une série d'indicateurs pour cerner les nouvelles tendances et indiquer comment les politiques en vigueur influent sur la science. Un rapport sur les indicateurs a été produit pour chacune des cinq premières années du projet. Cette année, le conseil d'administration a fait un examen critique de la faisabilité, de la pertinence et de l'efficacité du projet. Suit à cet examen, ses membres ont décidé qu'il faudrait avoir beaucoup plus de renseignements pour que le projet atteigne son objectif primordial, soit assurer le suivi de la connaissance polaire au Canada. Ils ont conclu que cela ne pourrait être accompli si la Commission canadienne des affaires polaires ne recevait pas de crédits supplémentaires pour augmenter sa collection de données et mener l'analyse approfondie nécessaire pour expliquer les variations et les tendances des données. Il faudrait consacrer chaque année plusieurs milliers de dollars supplémentaires au projet. La Commission ne peut couvrir une telle dépense puisque son budget annuel n'a pas changé depuis huit ans. Le conseil a donc décidé de mettre fin au projet des indicateurs.

Information du public

Au cours de l'année écoulée, les membres du conseil et des employés se sont entretenus avec les représentants de nombreux organismes, des scientifiques et des habitants du Nord. Ils ont été mis au courant des dernières nouvelles et des préoccupations des chercheurs, et fait part de leurs points de vue aux responsables des politiques. La Commission a aussi tenu des pourparlers sur les enjeux de la science polaire avec des politiciens, des représentants des gouvernements, des ambassadeurs et des conseillers scientifiques à l'échelle nationale et internationale. Le but: assurer la participation des scientifiques canadiens à l'effort de recherche international et mettre les Canadiens au courant des questions polaires internationales.

Année polaire internationale

Cette année, la Commission a continué de faire de la promotion et à communiquer aux Canadiens l'information sur l'année polaire internationale (API). En s'appuyant sur son travail sur l'API des deux dernières années, elle a tenu deux autres ateliers de consultation API, soit un à Churchill, au Manitoba, et l'autre à Inuvik, dans les T. N.-O. La Commission continue de

held two more IPY consultation workshops, in Churchill Manitoba and Inuvik, NWT. The Polar Commission continues to manage the financial contributions of ten federal departments and agencies from the Associate Deputy Ministers' Committee on Northern Science and Technology to support the Canadian National IPY Committee and Secretariat. The main role of the 22 member National Committee is to ensure that Canadian IPY activities address both Arctic and Antarctic regions, involve scientists from a wide range of disciplines, northern communities and indigenous organizations, and maintain a focus on compelling scientific questions.



In September the Honourable Anne McLellan, then Deputy Prime Minister, announced that the Government of Canada will provide \$150 million in new funding over six years to carry out an innovative, interdisciplinary program for the International Polar Year (IPY). In December the Government of Canada issued its call for proposals for IPY 2007–2008 Science and Research Projects and established a Federal IPY Program Office to facilitate the process and manage the program.

The Commission has positioned itself to take on the role of ensuring the IPY will leave a legacy in Canada, one that includes increased public knowledge of the polar regions. This is in line with the Commission's mandate to disseminate information. The

gérer les contributions financières de dix ministères et organismes du gouvernement fédéral, et celles du Comité des sous-ministres adjoints sur la science et la technologie nordiques, pour aider le comité national canadien et le secrétariat de l'API. Le principal rôle du comité national de 22 membres : s'assurer que les activités canadiennes pour l'API tiennent compte des régions arctiques et antarctiques, impliquent des scientifiques de tout un éventail de disciplines, ainsi que des collectivités nordiques et de groupes d'Autochtones, et se concentrent sur les questions scientifiques impérieuses.

En septembre, l'honorable Anne McLellan, qui était alors vice-première ministre, a annoncé que le gouvernement du Canada fournira des nouveaux crédits de 150 millions de dollars, répartis sur six ans, pour l'exécution du programme interdisciplinaire innovateur élaboré pour l'année polaire internationale. En décembre, le gouvernement du Canada a fait son appel de propositions pour les projets de science et de recherche en rapport avec l'API 2007–2008 et a mis sur pied le bureau du programme de l'API du gouvernement fédéral, pour faciliter le processus et gérer le programme.

La Commission s'est chargée de veiller à ce que l'API laisse au Canada un héritage incluant l'augmentation de la connaissance du public sur les régions polaires. Cela concorde avec son mandat de diffusion de

Commission held a pan-Canadian workshop on IPY outreach and communications that was attended by over 50 representatives from government departments and agencies, indigenous organizations, northern communities, universities, and research institutions. The Commission will continue to circulate IPY information through its publications, special reports, and the Web-based Canadian Polar Information Network. To ensure Canadians are well informed and up to date on international and national IPY activities, the Commission has been maintaining a Canadian IPY Web site and is now working with the Canadian IPY Secretariat and the Federal IPY Program Office to create a Canadian IPY portal. The Commission continues to collaborate with the IPY National Committee and Secretariat and the federal IPY program office in an effort to ensure that IPY benefits both northern and southern Canadians. The Commission held bilateral meetings with the US, Norway, the UK, and the IPY international program office in Cambridge, England. These meetings aimed to make sure Canadian scientists are well integrated into global IPY research.

Collaborations

The Commission collaborates with the university community through the Association of Canadian Universities for Northern Studies, the Arctic Institute of North America, and the Canadian Climate Impacts and Adaptation Research Network. The Commission has participated in committees and established links with research institutes, helping get their project information to the public. It has continued working on federal committees toward increasing the profile of polar research and to better coordinate existing research initiatives. The Commission worked with the Association of Canadian Universities for Northern Studies, sponsoring a northern research scholarship. This year's recipient was Kate Hennessy, a PhD student at the University of British Columbia, whose thesis deals with museum repatriation and collaborative digital media in northern Athapaskan communities. The Commission also collaborated with the Northern Science and

l'information. Elle a tenu un atelier pancanadien sur la sensibilisation à l'API et les communications auquel ont assisté plus de 50 représentants de ministères et organismes gouvernementaux, de groupes d'Autochtones, de collectivités nordiques, de certaines universités et d'instituts de recherche. Elle continuera de faire circuler l'information sur l'API dans ses publications, ses rapports spéciaux et le Réseau canadien d'information polaire sur le Web. Pour que les Canadiens soient bien renseignés, entre autres sur les plus récentes activités nationales et internationales en rapport avec l'API, la Commission tient le site Web de l'API. Actuellement, elle travaille avec le secrétariat canadien de l'API et le bureau du programme de l'API du gouvernement fédéral, pour créer un portail canadien de l'API. Elle continue de collaborer avec le comité national de l'API, le secrétariat canadien de l'API et le bureau du programme de l'API du gouvernement fédéral, pour que les Canadiens du Nord et du Sud profitent des avantages de l'API. Elle a tenu des réunions bilatérales avec les É.-U., la Norvège, le R.-U. et le bureau international du programme de l'API, à Cambridge, Angleterre. Ces réunions visaient à garantir l'intégration convenable des scientifiques canadiens à la recherche mondiale dans le cadre de l'API.

Collaborations

La Commission collabore avec les universités par l'entremise de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques, de l'Arctic Institute of North America et du Réseau canadien de recherche sur les impacts et l'adaptation. Elle a participé aux travaux de comités et noué des liens avec des instituts de recherche, ayant aidé ces derniers à communiquer au public l'information sur leurs projets. Elle a aussi maintenu son action au sein de comités du gouvernement fédéral afin d'accroître la visibilité de la recherche polaire et de mieux coordonner les initiatives de recherche en cours. Avec l'Association universitaire canadienne d'études nordiques, elle a offert une bourse de recherche nordique. Cette année la récipiendaire était Kate Hennessy, une étudiante au doctorat de l'Université de la Colombie-Britannique. Sa thèse traite du rapatriement d'artéfacts exposés dans des musées, qui devraient être retournés aux collectivités athapascanes du Nord, et des projets réalisés en collaboration avec ces collectivités au moyen de médias numériques. La Commission a aussi collaboré

Technology Working Group, which works on coordinating northern science and technology programs and activities among federal government departments.

International

The Commission serves as Canada's primary point of contact with the circumpolar scientific community, maintaining a liaison with research organizations throughout the circumpolar world. Over the past year the Commission has been active regarding particular aspects of the Northern Dimension of Canada's Foreign Policy. This includes working with the steering committee of the Northern Research Forum (NRF) on the fourth Open Meeting, to be held in October 2006 in Finland and Sweden, and work with the Arctic Council. The Commission also provided advice to the Interdepartmental Network on International Science and Technology.

International Arctic Science Committee

The Commission supports the work of the International Arctic Science Committee (IASC) through the organization's Council and Regional Board, and maintains contact with IASC working groups on key issues. At the Arctic Science Summit Week, held in March in Potsdam, Germany, the Commission represented Canada at the IASC Regional Board Meeting. Arctic Science Summit Week provides opportunities for co-ordination, collaboration and co-operation in all areas of arctic science, and by combining science and management meetings saves on travel and time. It also offers insight into Arctic research undertaken by the host country. Once again Canadian Arctic scientists and research managers were well represented and played an important role in advancing collaboration among those nations interested in arctic research. At this meeting, Mr. Marty Bergmann of the Department of Fisheries and Oceans Canada was elected chairman of Pacific Arctic Group (PAG), and Commission Executive Director Steven Bigras was elected chairman of the IASC Regional Board.

avec le groupe de travail sur la science et la technologie nordiques, qui coordonne les programmes et activités de science et technologie nordiques des ministères du gouvernement fédéral.

International

La Commission est le principal point de contact du Canada avec les scientifiques des affaires circumpolaires. Elle entretient des liens avec des organismes de recherche partout dans le monde circumpolaire. Au cours de l'année écoulée, elle a travaillé sérieusement à certains aspects de la dimension nordique de la politique étrangère du Canada. Ainsi avec le comité directeur du Forum de la recherche nordique (FRN), elle prépare la quatrième assemblée publique qui se tiendra en octobre 2006 en Finlande et en Suède, et elle collabore avec le Conseil de l'Arctique. En outre, elle a fourni des conseils au réseau interministériel sur la science et la technologie internationales.

Comité international pour les sciences arctiques

La Commission appuie le travail du Comité international pour les sciences arctiques (CISA) par l'entremise du conseil et de la commission régionale de l'organisme. Elle est aussi en rapport avec les groupes de travail du CISA qui se penchent sur des questions clés. Dans le cadre de la Semaine du Sommet de la science arctique qui a eu lieu à Potsdam, en Allemagne, elle a représenté le Canada à la réunion du conseil régional du CISA. La Semaine du Sommet de la science arctique donne des occasions de coordonner et de collaborer dans toutes les branches de la science arctique, et comme elle combine les réunions sur la science et celles qui traitent de la gestion, cela fait économiser sur les frais de voyage et épargner du temps. Elle fournit des renseignements sur la recherche arctique entreprise par le pays hôte. Encore une fois, les scientifiques canadiens qui s'intéressent à l'Arctique et les gestionnaires de la recherche étaient bien représentés. Ils ont joué un important rôle dans l'intensification de la collaboration entre les pays intéressés par la recherche arctique. À cette réunion, M. Marty Bergmann de Pêches et Océans Canada a été élu président du Pacific Arctic Group (PAG), et le directeur exécutif de la Commission, M. Steven Bigras, a été élu président du conseil régional du CISA.

In November the second International Conference on Arctic Research Planning (ICARP II) brought together over 450 scientists, policy makers, research managers, Indigenous representatives, and others interested in the future of arctic research. The Commission was among the partners in the planning process, who for two years worked together to identify thirteen critical research themes based on input from researchers and the Arctic community. The Commission is committed to the work of ICARP in initiating and fostering forward-looking national and international arctic research projects.

Arctic Council

The Arctic Council is a high-level intergovernmental forum that provides a mechanism to address the common concerns and challenges faced by the Arctic governments and the people of the Arctic. At the Arctic Council Ministerial Meeting in Barrow, Alaska in 2000, a strategic framework document on sustainable development was approved. With this foundation for further cooperation, the Council's Sustainable Development Working Group (established in 1998) started addressing the economic, social and cultural aspects of sustainable development, supported as of 2003 by its own Secretariat in Ottawa. This year the Canadian Polar Commission was pleased to begin hosting the Secretariat as part of our commitment to international collaboration and the advancement of polar knowledge.

Grid Arendal

The Commission has a working relationship with GRID-Arendal, the key polar centre for the United Nations Environment Programme. The Commission also provides office space as an in-kind contribution to help Canada meet its commitment to the ECORA project (Integrated Ecosystem Approach to Conserve Biodiversity and Minimize Habitat Fragmentation in the Russian Arctic), which aims to sustain the biological and cultural diversity of the Russian Arctic.

En novembre, la deuxième conférence internationale sur la planification de la recherche arctique (ICARP II) a réuni plus de 450 scientifiques, responsables des politiques, gestionnaires de la recherche, représentants autochtones et d'autres personnes qui s'intéressent à l'avenir de la recherche arctique. La Commission était parmi les partenaires chargés de la planification qui, pendant deux ans, ont travaillé ensemble pour établir treize thèmes de recherche cruciaux à partir de l'information fournie par les chercheurs et la collectivité arctique. Elle prend à cœur le travail de l'ICARP qui consiste à encourager et à mettre en branle des projets de recherche arctique nationaux et internationaux tournés vers l'avenir.

Conseil de l'Arctique

Le Conseil de l'Arctique est un forum intergouvernemental de haut niveau qui apporte un mécanisme pour traiter les préoccupations communes des États et des populations de l'Arctique. À l'assemblée du Conseil ministériel de l'Arctique, tenue à Barrow, Alaska, en 2000, les responsables ont approuvé un document cadre stratégique sur le développement durable. Grâce à cette base pour la poursuite de la coopération, le groupe de travail du Conseil sur le développement durable (créé en 1998) a commencé à s'occuper des aspects économiques, sociaux et culturels du développement durable. Depuis 2003, son secrétariat, à Ottawa, le seconde dans cette tâche. Cette année, le secrétariat s'est installé dans les bureaux de la Commission canadienne des affaires polaires. Cet arrangement reflète l'engagement de la Commission en faveur de la collaboration internationale et de l'avancement de la connaissance polaire.

Grid Arendal

La Commission a établi une relation de travail avec GRID-Arendal, le principal centre polaire pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement. En outre, elle fournit des locaux à bureaux comme contribution en nature, afin d'aider le Canada à remplir son engagement dans le cadre du projet ECORA (approche intégrée des écosystèmes pour préserver la biodiversité et minimiser la fragmentation des habitats dans l'Arctique russe), qui vise à maintenir la diversité biologique et culturelle de l'Arctique russe.

In 2005 baseline field work started on Kolguev Island, the Kolyma River Basin, and in Beringovsky. Habitat assessments, some in areas of resource development, included monitoring of key indicator species and harvest surveys. Work has started on legislative and policy reviews. An environmental policy and management training program was developed for regional administrators. GRID-Arendal is involved in a collaborative project with Statoil, the Norwegian national oil company, which involves case studies on the Arctic Canadian, Alaskan and Sakhalin petroleum developments, a training workshop on how to work with Arctic stakeholders, and a symposium on Integrated Ecosystem Management in the Arctic.

The Ottawa office is guiding development of a major new five-year program on climate change that links people in the Arctic and Small Island Developing States, and is also providing support to a number of other projects run out of Norway and as well as working to expand UNEP's networks in Canada and the United States.

Scientific Committee on Antarctic Research

The Commission continued to work with the Canadian Committee for Antarctic Research (CCAR) toward a more active Canadian presence in the south polar region. Developing the framework for a Canadian Antarctic Research Program remains a major topic for CCAR. Committee members attended various Antarctic related meetings, including the World Climate Research Program – Climate and Cryosphere Science Conference, Beijing, the IX SCAR International Biology Symposium, Curitiba, Brazil, and a meeting of the "Cyberatlas of Antarctica/Expert Group on Geospatial Information–Geographical Information" at Carleton University in Ottawa. Olav Loken, secretary of CCAR since its inception, retired this year. The new secretary is Simon Ommanney, who is also editor of the *Canadian Antarctic Research Network Newsletter*.

En 2005, on a entrepris des travaux de base sur le terrain dans l'île Kolguev, le bassin du fleuve Kolyma et à Beringovsky. L'évaluation des habitats, dans des zones d'exploitation des ressources entre autres, comprenait la surveillance de principales espèces indicatrices et des enquêtes sur les récoltes. Les responsables ont entrepris une révision des lois et des politiques. Un programme de formation en gestion en rapport avec les politiques environnementales a été élaboré à l'intention des administrateurs régionaux. GRID-Arendal collabore avec la Statoil, une pétrolière nationale de la Norvège, à un projet d'études de cas sur les champs pétrolifères de l'Arctique canadien, de l'Alaska et de l'île Sakhaline, un atelier de formation sur la façon de travailler avec les intervenants de l'Arctique et un symposium sur la gestion intégrée des écosystèmes dans l'Arctique.

Le bureau d'Ottawa dirige l'élaboration d'un grand programme quinquennal sur le changement de climat, qui créera des liens entre les populations de l'Arctique et les petits États insulaires en développement. Il soutient un certain nombre d'autres projets réalisés à partir de la Norvège et travaille à l'extension des réseaux du PNUE, au Canada et aux États-Unis.

Comité scientifique pour les recherches antarctiques

La Commission a maintenu sa collaboration avec le Comité canadien de la recherche antarctique (CCRA), pour renforcer la présence canadienne dans la région polaire du Sud. L'élaboration du cadre du programme canadien de recherche antarctique demeure une fonction majeure du CCRA. Des membres du Comité ont assisté à diverses réunions concernant l'Antarctique, dont la conférence scientifique du Programme mondial de recherches sur le climat – Climat et Cryosphère à Beijing, le 9^e symposium international du CSRA sur la biologie, à Curitiba, Brésil, et une réunion sur le cyberatlas de l'Antarctique du groupe d'experts sur l'information géographique et géospatiale à l'Université Carleton, à Ottawa. Olav Loken, qui était secrétaire du CCRA depuis sa création, a pris sa retraite cette année. Le nouveau secrétaire est Simon Ommanney, qui est aussi rédacteur du *Bulletin du Réseau canadien de recherches antarctique*.

Management's Responsibility for Financial Statements

Responsibility for the integrity and objectivity of the accompanying financial statements for the year ended March 31, 2006 and all information contained in these statements rests with Commission management. These financial statements have been prepared by management in accordance with Treasury Board accounting policies which are consistent with Canadian generally accepted accounting principles for the public sector.

Management is responsible for the integrity and objectivity of the information in these financial statements. Some of the information in the financial statements is based on management's best estimates and judgment and gives due consideration to materiality. To fulfil its accounting and reporting responsibilities, management maintains a set of accounts that provides a centralized record of the Commission's financial transactions. Financial information submitted to the Public Accounts of Canada and included in the Commission's performance report is consistent with these financial statements.

Management maintains a system of financial management and internal control designed to provide reasonable assurance that financial information is reliable, that assets are safeguarded and that transactions are in accordance with the *Financial Administration Act*, are executed in accordance with prescribed regulations, within Parliamentary authorities, and are properly recorded to maintain accountability of Government funds. Management also seeks to ensure the objectivity and integrity of data in its financial statements by careful selection, training and development of qualified staff, by organizational arrangements that provide appropriate divisions of responsibility, and by communication programs aimed at ensuring that regulations, policies, standards and managerial authorities are understood throughout the Commission.

The Commission has instituted an Internal Audit Committee to assist the Board of Directors fulfill its' oversight responsibilities in the areas of standards of integrity and behaviour, reporting of financial information and the internal control systems of the Commission.

The financial statements of the Commission have been audited by the Auditor General of Canada, the independent auditor for the Government of Canada.

Approved by:

Tom Hutchinson
Chairperson

Steven C. Bigras
Executive Director

Ottawa, Canada
June 12, 2006

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La responsabilité pour l'intégrité et l'objectivité des états financiers ci-joints qui couvrent l'exercice terminé le 31 mars 2006, et de tous les renseignements qu'ils fournissent, incombe à la direction de la Commission. Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui concordent avec les principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

La direction est chargée d'assurer l'intégrité et l'objectivité de l'information que présentent ces états financiers. Certains renseignements des états financiers reposent sur le meilleur jugement et les meilleures estimations de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de sa responsabilité de comptabiliser et de rendre compte, la direction tient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de la Commission. Les renseignements financiers soumis aux Comptes publics du Canada et inclus dans le Rapport ministériel sur le rendement de la Commission concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction applique un système de gestion financière et de contrôle interne conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les biens sont protégés et que les opérations sont effectuées conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et aux règlements, qu'elles respectent les autorisations du Parlement et qu'elles sont comptabilisées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds du gouvernement. La direction veille à garantir l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection soignée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par des dispositions assurant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans toute la Commission.

La Commission a mis sur pied un comité de vérification chargé d'aider le Conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités concernant la surveillance en rapport avec les normes d'intégrité et de comportement, la présentation des renseignements financiers et les systèmes de contrôle interne de la Commission.

Les états financiers de la Commission ont été vérifiés par la vérificatrice générale du Canada, la vérificatrice indépendante du gouvernement du Canada.

Approuvé par:

Tom Hutchinson

Steven C. Bigras

Ottawa, Canada
Le 12 juin 2006

Auditor's Report

To the Board of Directors of the Canadian Polar Commission
and the Minister of Indian Affairs and Northern Development

I have audited the statement of financial position of the Canadian Polar Commission as at March 31, 2006 and the statements of operations, equity of Canada and cash flow for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Commission's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Commission as at March 31, 2006 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.



Crystal Pace, CA

Principal

for the Auditor General of Canada

Ottawa, Canada

June 12, 2006

Rapport du vérificateur

Au Conseil d'administration de la Commission canadienne des affaires polaires et au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

J'ai vérifié l'état de la situation financière de la Commission canadienne des affaires polaires au 31 mars 2006 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour la vérificatrice générale du Canada,



Crystal Pace, CA

directrice principale

Ottawa, Canada

Le 12 juin 2006

Statement of Financial Position

As at March 31

	2006	2005
Assets		
<i>Financial Assets</i>		
Due from the Consolidated Revenue Fund	\$44,027	\$40,362
Accounts receivable and advances (Note 8)	20,593	29,251
Total financial assets	64,620	69,613
<i>Non-financial Assets</i>		
Prepaid expenses	–	6,240
Tangible capital assets (note 4)	82,372	77,670
Total non-financial assets	82,372	83,910
Total	\$146,992	\$153,523

Liabilities

Accounts payable and accrued liabilities	\$66,297	\$61,101
Vacation pay accrual	29,762	29,080
Deferred revenue	14,370	19,370
Employee severance benefits (note 6)	85,045	76,296
	195,474	185,847

<i>Equity of Canada</i>	(48,482)	(32,324)
Total	\$146,992	\$153,523

Contractual obligations (note 7)

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

Approved by:


 Tom Hutchinson
 Chairperson


 François Trudel
 Board Member

État de la situation financière

au 31 mars

	2006	2005
Actif		
<i>Actif financier</i>		
Montant à recevoir du Trésor	44 027 \$	40 362 \$
Débiteurs et avances (note 8)	20 593	29 251
Total de l'actif financier	64 620	69 613
<i>Actif non financier</i>		
Charges payées d'avance	–	6 240
Immobilisations corporelles (note 4)	82 372	77 670
Total de l'actif non financier	82 372	83 910
Total	146 992 \$	153 523 \$

Passif

Créditeurs et charges à payer	66 297 \$	61 101 \$
Indemnités de vacances à payer	29 762	29 080
Revenus reportés	14 370	19 370
Indemnités de départ (note 6)	85 045	76 296
	195 474	185 847

<i>Avoir du Canada</i>	(48 482)	(32 324)
Total	146 992	153 523

Obligations contractuelles (note 7)


Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Approuvé par:

Le président,


 Tom Hutchinson

Le vice-président,


 François Trudel

Statement of Operations

For the year ended March 31

Expenses

International Polar Year		
planning and consultations	\$286,168	\$216,790
Carnegie sponsored International		
workshop on polar issues	–	46,136
Program expenditures (note 9)	967,093	1,018,282
Total expenses	1,253,261	1,281,208

Revenues

Contributions to International Polar Year		
planning and consultations	245,000	175,000
Contributions for workshop	–	48,020
Amortization of deferred revenue	5,000	5,000
Total revenues	250,000	228,020

Net Cost of Operations \$1,003,261 \$1,053,188

Statement of Equity of Canada

For the year ended March 31

Equity of Canada, Beginning of Year	\$(32,324)	\$78
Net cost of operations	(1,003,261)	(1,053,188)
Services received without charge		
from other government departments		
and agencies (note 5)	55,925	50,611
Net cash provided by government		
(note 3(c))	935,099	986,841
Change in due from the		
Consolidated Revenue Fund	3,665	9,080
Accommodation rebate	(7,586)	(7,586)
Equity of Canada, End of Year	\$(48,482)	\$(32,324)

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars

Charges

Planification de l'Année polaire		
internationale et consultations	286 168 \$	216 790 \$
Atelier international sur les questions		
polaires parrainé par Carnegie	–	46 136
Dépenses attribuées		
aux programmes (note 9)	967 093	1 018 282
Total des dépenses	1 253 261	1 281 208

Revenus

Contributions à la planification de		
l'Année polaire internationale		
et consultations	245 000	175 000
Contributions à un atelier	–	48 020
Amortissement des revenus reportés	5 000	5 000
	250 000	228 020

Coût d'exploitation net 1 003 261 \$ 1 053 188 \$

État de l'avoir du Canada

Exercice terminé le 31 mars

Avoir du Canada au début de l'exercice	(32 324) \$	78 \$
Coût d'exploitation net	(1 003 261)	(1 053 188)
Services fournis sans frais par d'autres ministères et		
organismes du gouvernement (note 5)	55 925	50 611
Encaisse nette fournie par		
le gouvernement (note 3c)	935 099	986 841
Variation du montant à recevoir du Trésor	3 665	9 080
Rabais pour les locaux	(7 586)	(7 586)
Avoir du Canada à la fin de l'exercice	(48 482) \$	(32 324) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Statement of Cash Flow

For the year ended March 31 2006 2005

Operating Activities

Net cost of operations \$1,003,261 \$1,053,188

Non-cash items

Services provided without charge (55,925) (50,611)

Amortization of tangible

capital assets (31,731) (36,450)

Amortization of deferred revenue 5,000 5,000

Increase in employee severance

benefits (8,749) (3,953)

Accommodation rebate 7,586 7,586

Variations in statement of financial position

(Decrease) increase in accounts

receivable and advances (8,658) 2,260

(Decrease) in prepaid expenses (6,240) (2,322)

(Increase) decrease in liabilities (5,196) 9,862

(Increase) in vacation pay accrual (682) (2,238)

Cash used by operating activities 898,666 982,322

Capital Investment Activities

Acquisition of tangible capital assets 36,433 4,519

Cash used by capital investment activities 36,433 4,519

Net Cash Provided by

Government of Canada \$935,099 \$986,841

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2006 2005

Activités d'exploitation

Coût d'exploitation net 1 003 261 \$ 1 053 188 \$

Postes hors trésorerie

Services fournis sans frais (55 925) (50 611)

Amortissement des immobilisations

corporelles (31 731) (36 450)

Amortissement des revenus reportés 5 000 5 000

Augmentation des indemnités de départ (8 749) (3 953)

Rabais pour les locaux 7 586 7 586

Variations dans l'état de la situation financière

(Diminution) augmentation des

débiteurs et avances (8 658) 2 260

(Diminution) des charges payées

d'avance (6 240) (2 322)

(Augmentation) diminution du passif (5 196) 9 862

(Augmentation) des indemnités

de vacances à payer (682) (2 238)

Encaisse utilisée pour les activités

d'exploitation 898 666 982 322

Activités d'investissement en immobilisations

Acquisition d'immobilisations corporelles 36 433 4 519

Encaisse utilisée par les activités

d'investissement en immobilisations 36 433 4 519

Encaisse nette fournie par le

gouvernement du Canada 935 099 \$ 986 841 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Notes to the Financial Statements

For the year ended March 31

1. Authority and Objectives

The Canadian Polar Commission was established on 1 February 1991 by the *Canadian Polar Commission Act* and is a departmental corporation named in Schedule II of the *Financial Administration Act*. The Commission commenced its operations on 9 September 1991. The Commission was established to promote and encourage the development and dissemination of knowledge of the polar regions; to monitor the state of polar knowledge in Canada and elsewhere; to enhance Canada's international polar profile; and to provide information about research relating to polar regions to Canadians and to Canadian organizations, institutions and associations. The Commission's operating expenditures are funded by a budgetary lapsing authority.

2. Summary of Significant Accounting Policies

The financial statements have been prepared in accordance with Treasury Board accounting policies which are consistent with Canadian generally accepted accounting principles for the public sector. Significant accounting policies are as follows.

(a) Parliamentary Appropriations

The Commission is financed by the Government of Canada through Parliamentary appropriations. Appropriations provided to the Commission do not parallel financial reporting according to generally accepted accounting principles since appropriations are primarily based on cash flow requirements. Consequently, items recognized in the statement of operations and the statement of financial position are not necessarily the same as those provided through appropriations from Parliament. Note 3 provides a high-level reconciliation between the two bases of reporting.

(b) Net Cash Provided by Government

The Commission operates within the Consolidated Revenue Fund (CRF), which is administered by the Receiver General for Canada. All cash received by the Commission is deposited to the CRF and all cash disbursements made by the Commission are paid from the CRF. The net cash provided by Government is the difference between all cash receipts and all cash disbursements including transactions between departments of the federal government.

(c) Vacation Pay

Vacation pay is expensed as the benefit accrues to employees under their respective terms of employment using the salary levels at year end.

(d) Employee Future Benefits

- i. Pension benefits: Eligible employees participate in the Public Service Pension Plan, a multiemployer administered by the Government of Canada. The Commission's contributions to the Plan are charged to expenses in the year incurred and represent its total obligation to the Plan. Current legislation does not require the Commission to make contributions for any actuarial deficiencies of the Plan.
- ii. Severance benefits: Employees are entitled to severance benefits under labour contracts or conditions of employment. These benefits are accrued as employees render the services necessary to earn them. The obligation relating to the benefits earned by employees is calculated using information derived from the results of the actuarially determined liability for employee severance benefits for the Government as a whole.

Notes afférentes aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2006

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des affaires polaires a été constituée le 1^{er} février 1991 en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires* et est un établissement public nommé à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. La Commission a commencé ses activités le 9 septembre 1991. Elle a été créée dans le but de promouvoir et de favoriser le développement et la diffusion des connaissances sur les régions polaires, de surveiller l'évolution de ces connaissances au Canada et ailleurs dans le monde, d'affirmer le Canada comme nation polaire sur la scène internationale et de fournir aux Canadiens et Canadiennes ainsi qu'aux organisations, institutions et associations canadiennes de l'information sur les recherches concernant les régions polaires. Ses dépenses d'exploitation sont financées par une autorisation budgétaire annuelle.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui concordent avec les principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes.

a) Crédits parlementaires

La Commission est financée par le gouvernement du Canada au moyen de crédits parlementaires. Les crédits qui lui sont consentis ne correspondent pas à la présentation des rapports financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, car ils sont déterminés dans une large mesure par les besoins de trésorerie. Par conséquent, les éléments de l'état de la situation financière et de l'état des résultats ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux auxquels on pourvoit grâce aux crédits parlementaires. La note 3 montre un rapprochement général entre les deux méthodes d'établissement de rapports.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

Les activités de la Commission sont financées par le Trésor, lequel est administré par le receveur général du Canada. Toutes les sommes que reçoit la Commission sont versées au Trésor, et tous les décaissements de la Commission sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement correspond à la différence entre toutes les rentrées de fonds et tous les décaissements, y compris les opérations effectuées entre les ministères de l'administration fédérale.

c) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charge au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives. Elles sont établies en fonction des taux de rémunération en fin d'exercice.

d) Avantages sociaux futurs

- i. Régime de retraite: Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations que paie la Commission sont passées en charge de l'exercice au cours duquel elles sont engagées et représentent son obligation totale à l'égard du régime. En vertu des dispositions législatives actuelles, la Commission n'est pas tenue de verser des cotisations pour combler le déficit actuariel du régime.
- ii. Indemnités de départ: Les employés ont droit à des indemnités de départ d'après les conventions collectives et les conditions d'emploi en vigueur. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. L'obligation en rapport avec les avantages sociaux gagnés par les employés est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(e) Accounts and Loans Receivable

Accounts and loans receivable are stated at amounts expected to be ultimately realized; a provision is made for receivables where recovery is considered uncertain.

(f) Services Provided without Charge

Services provided without charge by other government departments and agencies are recorded as operating expenses at their estimated cost. A corresponding amount is credited directly in the Statement of Equity of Canada.

(g) Contributions

Contributions are received from other government departments for the administration of the International Polar Year secretariat and other specific programs. These contributions are recorded as revenue in the Statement of Operations at the same time as the related expenses are incurred.

(h) Tangible Capital Assets

All tangible capital assets are recorded at their acquisition cost. The Commission does not capitalize intangibles, works of art and historical treasures that have cultural, aesthetic or historical value, assets located on Indian Reserves and museum collections. Amortization of tangible capital assets is on a straight-line basis over the estimated useful life of the asset as follows.

Asset class	Amortization period
Informatics equipment and software	5 years

(i) Deferred Revenue

Contributions received from another government department for the purchase of tangible capital assets are deferred and amortized on the same basis as the related asset.

(j) Accommodation Rebate

The value of any accommodation rebate is written off over the duration of the rental agreement.

(k) Measurement Uncertainty

The preparation of these financial statements in accordance with Treasury Board accounting policies which are consistent with Canadian generally accepted accounting principles for the public sector requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported in the financial statements. At the time of preparation of these statements, management believes the estimates and assumptions to be reasonable. The most significant items where estimates are used are the liability for employee severance benefits and the useful life of tangible capital assets. Actual results could significantly differ from those estimated. Management's estimates are reviewed periodically and, as adjustments become necessary, they are recorded in the financial statements in the year they become known.

3. Parliamentary Appropriations

The Commission receives most of its funding through annual Parliamentary appropriations. Items recognized in the Statement of Operations and the Statement of Financial Position in one year may be funded through Parliamentary appropriations in prior, current or future years. Accordingly, the Commission has different net results of operations for the year on a government funding basis than on an accrual accounting basis. The differences are reconciled in the following tables.

e) Débiteurs et prêts non remboursés

Les débiteurs et les prêts non remboursés sont inscrits à titre de montants devant être réalisés ultérieurement; des provisions sont établies pour les débiteurs quand le recouvrement est incertain.

f) Services fournis sans frais

Les services fournis sans frais par d'autres ministères et organismes du gouvernement sont comptabilisés à leur coût estimatif en tant que charges d'exploitation. Un montant correspondant est crédité directement à l'état de l'avoir du Canada.

g) Contributions

La Commission reçoit des contributions des autres ministères pour l'administration du secrétariat de l'Année polaire internationale et pour l'exécution d'autres programmes. Ces contributions sont inscrites comme des revenus dans l'état des résultats au moment où les charges correspondantes sont engagées.

h) Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition. La Commission ne capitalise pas les actifs incorporels, les œuvres d'art et les trésors historiques qui ont une valeur culturelle, esthétique ou historique, les biens situés sur les réserves indiennes et les collections des musées.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative, comme suit.

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Logiciels et matériel informatique	5 ans

i) Revenus reportés

Les contributions reçues d'un autre ministère pour l'achat d'immobilisations corporelles sont reportées et amorties selon la même méthode que celle des actifs connexes.

j) Rabais pour les locaux

La valeur de tout rabais pour les locaux est amortie sur la durée de l'entente de location.

k) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui concordent avec les principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, la direction doit faire des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants de l'actif, du passif, des revenus et des charges indiqués. La direction estime que, lorsqu'elle a préparé ces états financiers, les estimations et les hypothèses étaient raisonnables. Les éléments les plus importants pour lesquels les montants ont été estimés sont les indemnités de départ et la vie utile des immobilisations corporelles. Les chiffres réels peuvent différer sensiblement de ces estimations. Les estimations de la direction sont revues régulièrement, et lorsque des rajustements s'imposent, ils sont inscrits dans les états financiers durant l'exercice où ils sont connus.

3. Crédits parlementaires

La Commission reçoit la plus grande partie de ses fonds au moyen des crédits parlementaires annuels. Ainsi, au cours d'un exercice les éléments de l'état des résultats et de l'état de la situation financière peuvent être pourvus grâce aux crédits parlementaires des exercices antérieurs, de l'exercice en cours ou des exercices futurs. C'est pourquoi la Commission montre des résultats d'exploitation nets différents pour l'exercice selon la méthode du financement parlementaire par rapport à la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les tableaux ci-dessous font le rapprochement des différences.

(a) *Reconciliation of Net Cost of Operations to Current Year Appropriations Used*

	2006	2005
Net cost of operations	\$1,003,261	\$1,053,188
Adjustments for items affecting net cost of operations but not affecting appropriations		
Services provided without charge	(55,925)	(50,611)
Amortization of tangible capital assets	(31,731)	(36,450)
Employee severance benefits	(8,749)	(3,953)
Amortization of accommodation rebate	7,586	7,586
Amortization of deferred capital funding	5,000	5,000
Vacation pay	(682)	(2,238)
Other	(200)	(4)
	918,560	972,518
Adjustments for items not affecting net cost of operations but affecting appropriations		
Acquisition of tangible capital assets	36,433	4,519
Current year appropriations used	\$954,993	\$977,037

(b) *Appropriations Provided and Used*

	2006	2005
Indian Affairs and Northern Development		
Vote 40 (2005, Vote 30)		
operating expenditures	\$895,000	\$899,000
Supplementary Vote (2005, Vote 30a)	–	23,869
Transfer from Treasury Board Vote 15		
for salary adjustments	–	9,000
	895,000	931,869
Statutory contributions to employee benefit plans	68,077	65,106
	963,077	996,975
Less:		
Lapsed appropriations: operating	(8,084)	(19,938)
Current year appropriations used	\$954,993	\$977,037

(c) *Reconciliation of Net Cash Provided by Government to Current Year Appropriations Used*

	2006	2005
Net cash provided by government	\$935,099	\$986,842
Change in net position in the Consolidated Revenue Fund		
Variation in accounts receivable and advances	8,658	(2,260)
Variation in accounts payable and accrued liabilities	5,196	(9,862)
Other adjustments	6,040	2,317
	19,894	(9,805)
Current year appropriations used	\$954,993	\$977,037

4. Tangible Capital Assets

Capital asset	Balance opening	Acquisitions	Balance closing
Informatics equipment and software	\$185,260	\$36,433	\$221,693
Accumulated amortization	Balance opening	Amortization	Balance closing
Informatics equipment and software	\$107,590	\$31,731	\$139,321
Net capital assets	\$77,670		\$82,372

a) *Rapprochement du coût net d'exploitation et du total des crédits parlementaires utilisés*

	2006	2005
Coût d'exploitation net	1 003,261 \$	1 053 188 \$
Rajustements pour les éléments qui ont une incidence sur le coût d'exploitation net mais pas sur les crédits		
Services fournis sans frais	(55 925)	(50 611)
Amortissement des immobilisations corporelles	(31 731)	(36 450)
Indemnités de départ	(8 749)	(3 953)
Amortissement du rabais pour les locaux	7 586	7 586
Amortissement du fonds d'immobilisations reporté	5 000	5 000
Indemnités de vacances	(682)	(2 238)
Autres	(200)	(4)
	918 560	972 518
Rajustements pour les éléments ayant une incidence sur les crédits, mais pas sur le coût d'exploitation net		
Acquisition d'immobilisations corporelles	36 433	4 519
Crédits utilisés pour l'exercice en cours	954 993 \$	977 037 \$

b) *Crédits fournis et utilisés*

	2006	2005
Affaires indiennes et du Nord canadien		
crédit 40 (2005, crédit 30)		
dépenses d'exploitation	895 000 \$	899 000 \$
Crédit supplémentaire (2005, crédit 30a)	–	23 869
Transfert du crédit 15 du Conseil du Trésor pour les rajustements des salaires	–	9 000
	895 000	931 869
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux prévues par la loi	68 077	65 106
	963 077	996 975
Moins:		
Crédits non utilisés : exploitation	(8 084)	(19 938)
Crédits utilisés pour l'exercice en cours	954 993 \$	977 037 \$

c) *Rapprochement de l'encaisse nette fournie par le gouvernement et des crédits utilisés pour l'exercice en cours*

	2006	2005
Encaisse nette fournie par le gouvernement	935 099 \$	986 842 \$
Variation de la situation nette du Trésor		
Variation des débiteurs et avances	8 658	(2 260)
Variation des créditeurs et charges à payer	5 196	(9 862)
Autres rajustements	6 040	2 317
	19 894	(9 805)
Crédits utilisés pour l'exercice en cours	954 993 \$	977 037 \$

4. Immobilisations corporelles

Catégorie d'immobilisations	Solde d'ouverture	Acquisitions	Solde de clôture
Matériel informatique et logiciels	185 260 \$	36 433 \$	221 693 \$
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement cumulé	Solde de clôture
Matériel informatique et logiciels	107 590 \$	31 731 \$	139 321 \$
Immobilisations – montant net	77 670 \$		82 372 \$

5. Related Party Transactions

The Commission is related as a result of common ownership to all Government of Canada departments, agencies, and Crown corporations. The Commission enters into transactions with these entities in the normal course of business and on normal trade terms. Also, during the year, the Commission received services which were obtained without charge from other Government departments as presented in part (a).

(a) Services Provided without Charge

The services without charge have been recognized in the Commission's Statement of Operations as follows.

	2006	2005
Salary and associated costs of human resource management by the Department of Indian Affairs and Northern Development	\$4,000	\$4,000
Audit services provided by the Office of the Auditor General	22,599	20,000
Public service health and dental plans provided by Treasury Board	29,326	26,611
Total	\$55,925	\$50,611

6. Employee Future Benefits

(a) Pension Benefits

The Commission's employees participate in the Public Service Pension Plan, which is sponsored and administered by the Government of Canada. Pension benefits accrue up to a maximum period of 35 years at a rate of 2 percent per year of pensionable service, times the average of the best five consecutive years of earnings. The benefits are integrated with Canada/Québec Pension Plans benefits and they are indexed to inflation.

The Commission and employees' contributions to the Public Service Pension Plan for the year were as follows.

	2006	2005
Commission's contributions	\$50,377	\$47,723
Employees' contributions	22,193	20,555

The Commission's responsibility with regard to the Plan is limited to its contributions. Actuarial surpluses or deficiencies are recognized in the financial statements of the Government of Canada, as the Plan's sponsor.

(b) Severance Benefits

The Commission provides severance benefits to its employees based on eligibility, years of service and final salary. These severance benefits are not pre-funded. Benefits will be paid from future appropriations. Information about the severance benefits, measured as at March 31, is as follows.

	2006	2005
Accrued benefit obligation, beginning of year	\$76,296	\$72,343
Expense for the year	8,749	3,953
Benefits paid during the year	—	—
Accrued benefit obligation, end of year	85,045	76,296

5. Opérations entre entités apparentées

La Commission est liée par propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle réalise des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et à conditions commerciales habituelles. Au cours de l'exercice, la Commission a reçu des autres ministères des services qu'elle n'a pas eu à payer, lesquels sont décrits à la partie (a).

a) Services fournis sans frais

Les services fournis sans frais ont été comptabilisés dans l'état des résultats de la Commission, comme suit.

	2006	2005
Coûts salariaux et frais connexes de gestion des ressources humaines couverts par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	4 000 \$	4 000 \$
Services de vérification fournis par le Bureau du vérificateur général	22 599	20 000
Cotisations aux régimes de soins de santé et de soins dentaires de la fonction publique payées par le Conseil du Trésor	29 326	26 661
	55 925 \$	50 611 \$

6. Avantages sociaux futurs

a) Régime de retraite

Les employés de la Commission contribuent au Régime de retraite de la fonction publique qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Les cotisations de la Commission et des employés au Régime de retraite de la fonction publique pour l'exercice s'établissent, comme suit.

	2006	2005
Cotisations de la Commission	50 377 \$	47 723 \$
Cotisations des employés	22 193	20 555

La responsabilité de la Commission relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

b) Indemnités de départ

La Commission verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire final. Ces indemnités ne sont pas capitalisées. Les indemnités seront prélevées sur les crédits futurs. Les indemnités de départ au 31 mars étaient les suivantes.

	2006	2005
Obligation au titre des indemnités constituées, début de l'exercice	76 296 \$	72 343 \$
Charge pour l'exercice	8 749	3 953
Prestations versées pendant l'exercice	—	—
Obligation au titre des indemnités constituées, fin de l'exercice	85 045	76 296

7. Contractual Obligations

The Canadian Polar Commission has commitments for operating leases of accommodations and equipment of \$404,015 for future years. Minimum future lease payments are as follows.

<i>Fiscal period</i>	<i>Amount</i>
2006–2007	\$ 98,438
2007–2008	96,498
2008–2009	96,498
2009–2010	96,498
2010–2011	16,083
Total	\$404,015

In addition, the Commission has entered into an agreement with the University of Alberta to forward amounts as outlined below to the University for the costs of operating the Canadian International Polar Year (IPY) Secretariat.

<i>Fiscal period</i>	<i>Amount</i>
2006–2007	\$150,000
2007–2008	150,000
2008–2009	150,000
Total	\$450,000

These amounts are funded by other government departments based on Interdepartmental Letters of Agreement between the Commission and the departments.

8. Accounts Receivable and Advances

The following table presents details of accounts receivable and advances.

	2006	2005
Receivables from other federal government departments and agencies	\$19,993	\$28,651
Petty cash advance	600	600
Total	\$20,593	\$29,251

9. Program Expenses

The following table presents details of expenses by category.

For the year ended March 31	2006	2005
Salaries and employee benefits	\$455,499	\$432,796
Professional and special services	188,439	219,378
Accommodation	88,686	86,931
Travel and relocation	81,502	129,201
Printing and publishing	51,162	49,615
Amortization of tangible capital assets	31,731	36,450
Honoraria to Board members	24,375	20,500
Postage and courier services	10,378	6,357
Contributions	10,000	10,000
Office expenses and equipment	9,597	10,656
Telephone and telecommunications	8,945	10,137
Materials and supplies	6,779	6,261
Total program expenses	\$967,093	\$1,018,282

7. Obligations contractuelles

La Commission canadienne des affaires polaires a pris des engagements concernant la location de locaux et de matériel, engagements qui représentent 404 015 \$ pour les futurs exercices. Les versements minimaux futurs en vertu de ces engagements sont les suivants.

<i>Exercice</i>	<i>Montant</i>
2006–2007	98 438 \$
2007–2008	96 498
2008–2009	96 498
2009–2010	96 498
2010–2011	16 083
Total	404 015 \$

En outre, la Commission, dans une entente avec l'Université de l'Alberta, a convenu d'envoyer les sommes indiquées ci-dessous à l'Université pour couvrir les frais d'exploitation du secrétariat canadien de l'Année polaire internationale (API).

<i>Exercice</i>	<i>Montant</i>
2006–2007	150 000 \$
2007–2008	150 000
2008–2009	150 000
Total	450 000 \$

Ces sommes sont fournies par d'autres ministères comme le prévoient des lettres d'entente interministérielle conclues entre la Commission et les ministères concernés.

8. Débiteurs et avances

Le tableau ci-dessous donne les détails des débiteurs et des avances.

	2006	2005
Débiteurs des autres ministères et organismes fédéraux	19 993 \$	28 651 \$
Avance pour la petite caisse	600	600
	20 593 \$	29 251 \$

9. Charges de programme

Le tableau ci-dessous donne les détails des dépenses par catégorie.

Exercice terminé le 31 mars	2006	2005
Traitements et avantages sociaux	455 499 \$	432 796 \$
Services professionnels et spéciaux	188 439	219 378
Locaux	88 686	86 931
Déplacements et déménagements	81 502	129 201
Impression et publication	51 162	49 615
Amortissement des immobilisations corporelles	31 731	36 450
Honoraires des membres du Conseil	24 375	20 500
Frais postaux et services de messagerie	10 378	6 357
Contributions	10 000	10 000
Frais de bureau et matériel	9 597	10 656
Téléphone et télécommunications	8 945	10 137
Fournitures et approvisionnements	6 779	6 261
Total des charges programme	967 093 \$	1 018 282 \$



Board of Directors

Tom Hutchinson (Chairperson)
François Trudel (Vice-Chairperson)
Jocelyn Barrett
Piers McDonald
Gordon Miles
Ron Macnab
Susan Rowley

Le conseil d'administration

Tom Hutchinson (Président)
François Trudel (Vice-président)
Jocelyn Barrett
Piers McDonald
Gordon Miles
Ron Macnab
Susan Rowley

Personnel

Steven Bigras: Executive Director
Sandy Bianchini: Executive Secretary
Jean-Marie Beaulieu: Manager, Polar Science
John Bennett: Manager, Communications
Elaine Anderson: Research Assistant
Bill Ryan: Financial Officer

Employés

Steven Bigras, directeur exécutif
Sandy Bianchini, secrétaire exécutive
Jean-Marie Beaulieu, gestionnaire, science polaire
John Bennett, gestionnaire, communications
Elaine Anderson, adjointe à la recherche
Bill Ryan, agent financier

Design: Eiko Emori Inc.

Photo Credits: Cover, CASES and Gita Laidler; page 1, Martin Fortier (CASES); pages 2 and 18, Schools on Board; page 4, CASES; pages 5, 6 and 8, Gita Laidler; page 9, Alexandre Forest (CASES); pages 12 and 33, Isabelle Dubois (Qanuippitaa); Page 13, David Barber (CASES).

© 2006 Canadian Polar Commission

Conception : Eiko Emori Inc.

Images : Couverture, CASES et Gita Laidler; page 1, Martin Fortier (CASES); pages 2 et 18, Écoles à bord; page 4, CASES; pages 5, 6 et 8, Gita Laidler; page 9, Alexandre Forest (CASES); pages 12 et 33, Isabelle Dubois (Qanuippitaa); page 13, David Barber (CASES).

© 2006 Commission canadienne des affaires polaires



Canadian Polar Commission
Suite 1710, Constitution Square
360 Albert Street
Ottawa, Ontario K1R 7X7 Canada
Tel: (613) 943-8605
Fax: (613) 943-8607
Toll-free: 1-888-765-2701
E-mail: mail@polarcom.gc.ca
Internet: www.polarcom.gc.ca

Commission canadienne des affaires polaires
Pièce 1710, Constitution Square
360, rue Albert
Ottawa (Ontario) K1R 7X7 Canada
Tél.: (613) 943-8605
Télec.: (613) 943-8607
Sans frais: 1-888-765-2701
Courriel: mail@polarcom.gc.ca
Internet: www.polarcom.gc.ca